

PJ3 : PROJET D'ARRETE PREFECTORAL INSTAURANT DES SERVITUDES
D'UTILITE PUBLIQUE

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article L.515-12 du code de l'environnement prévoyant la possibilité d'instaurer les servitudes d'utilité publique prévues aux articles L.515-8 à L.515-11 ;

VU les articles R 515-31-1 à 515-31-7 du code de l'environnement, concernant les dispositions applicables aux installations susceptibles de donner lieu à servitudes d'utilité publique;

VU l'autorisation préfectorale en date du 4 mars 1992, concernant l'exploitation **du site Protec Métaux d'Arenc** ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du **XX/XX/XX** pour présentation au comité départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques, et concernant les servitudes à mettre en place ;

VU le rapport du Bureau de recherches géologiques et minières référencé BRGM/RP-65709-FR de mars 2016 ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur en date du **XX/XX/XX**

Vu l'avis du conseil municipal de la ville de MARSEILLE en date du **XX/XX/XX**

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du **XX/XX/XX**

VU l'avis du comité départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en sa séance du **XX/XX/XX**

Considérant qu'il convient afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 de prendre des mesures en vue d'assurer le maintien dans le temps des dispositions prises et la surveillance de cette zone ;

Considérant qu'il convient à cette fin de limiter les usages des eaux souterraines ou des résurgences compte tenu de la présence de chrome hexavalent qui est une substance toxique, cancérigène et mutagène ;

CONSIDERANT qu'afin de garder en mémoire les impacts résiduels et d'assurer dans le temps la compatibilité entre la qualité des eaux souterraines au droit des terrains définis au présent arrêté et les usages qui en sont faits, ainsi que la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, le Préfet peut instituer des servitudes d'utilité publique, par arrêté préfectoral pris après avis du Conseil départemental de l'environnement, et des risques sanitaires et technologiques,

Sur proposition de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement,

ARRETE

Article 1^{er} délimitations des zones grevées de servitudes

Des restrictions d'usage sont instituées sur les parcelles de la commune de MARSEILLE contenues à l'intérieur du périmètre d'application défini sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 Nature des restrictions d'usage

Situation environnementale du site

Les eaux souterraines au droit des terrains visés par la présente restriction d'usage contiennent des pollutions résiduelles en chrome hexavalent (toxique, cancérigène et mutagène).

Interdiction d'utilisation de la nappe

Tout pompage ou prélèvement, toute utilisation de l'eau de la nappe (notamment arrosage du potager, remplissage de piscine) au droit des terrains visés par la présente restriction d'usage sont interdits, sauf s'ils ont fait l'objet d'une étude démontrant la compatibilité de l'eau et des usages envisagés.

Information des tiers

Si les parcelles considérées à l'article 1 font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (notamment exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées au présent article en les obligeant à les respecter notamment en mentionnant leur respect dans des documents contractuels écrits. En conséquence, aucune mise à disposition reposant sur un accord oral, de tout ou partie des parcelles considérées à l'article 1 du présent arrêté n'est autorisée.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit, les restrictions d'usage dont elles sont grevées, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

Article 3 Levée des servitudes

Les présentes servitudes ne pourront être modifiées ou levées, dans les conditions prévues par l'article L515-12 du code de l'environnement, qu'en cas de suppression des causes ayant rendu nécessaire leur instauration et après accord préalable du Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 4 – Transcription

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du Code de l'Environnement, des articles L121-2 et L126-1 du Code de l'Urbanisme et de l'article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes doivent être annexées aux documents d'urbanisme et inscrites au Livre Foncier.

La procédure, à mener auprès du service de publicité foncière, de publication au Livre Foncier prévue à l'article R515-31-7 du code de l'environnement ainsi que les frais financiers afférents sont pris en charge par la société PROTEC METAUX D'ARENC (P.M.A) exploitant des installations à l'origine de la pollution au chrome hexavalent. Les justificatifs de la publication au Livre Foncier sont transmis au Préfet de Bouches-du-Rhône dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté est notifié au maire de la ville de MARSEILLE, à l'exploitant, aux propriétaires des parcelles visées à l'article 1er, aux titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit

ANNEXE
PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DES RESTRICTIONS D'USAGE
COMMUNE DE MARSEILLE